

« LA RUSTINE DU SIBA »

***(Suite à la conférence de presse
du SIBA du 16 octobre 2024)***

Dans un premier temps, le SIBA a voulu nous faire croire que les pluies de 2023 étaient centennales. C'était inexact. Ce sont plutôt des pluies auxquelles il va falloir s'habituer.

Une communication habile a fait redécouvrir l'existence du bassin versant. Elle laissait entendre que les pollutions qui ont souillé les eaux du Bassin d'Arcachon pouvaient venir de là. C'était encore inexact.

Puis, ce 16 octobre à l'occasion d'une conférence de presse des élus du SIBA, une nouvelle communication : une pluie de millions d'euros, 120 M€, tombait de la poche du SIBA.

Mais il faut surtout comprendre que ce montant de 120 M€ ne se rajoute pas aux montants moyens investis annuellement au cours des années passées.

C'est ce que contribue à montrer cette note.

En réalité, ce sont seulement 25 M€, sur 5 ans, qui viendront en complément des investissements habituels. L'essentiel ira à l'assainissement dont, là encore, la communication officielle soulignait l'efficacité.

Il est à craindre que de nouveaux épisodes pluvieux se traduiront dans les prochaines années par une perte de maîtrise du système d'assainissement.

Le 21 octobre 2024

Patrick du FAU de LAMOTHE
p1dufau@gmail.com
06 33 42 23 69



Peux soucieux jusque là, semble-t-il, des questions d'assainissement et de salubrité publique, les maires du Bassin d'Arcachon se sont vus contraints, en 1964, par le Préfet de l'époque, Gabriel Delaunay de réaliser un système d'assainissement des eaux usées, eaux usées qui jusque là se déversaient dans le Bassin, sans traitement.

Le risque, ou la menace, de se voir refuser la délivrance des permis de construire fut un puissant moteur. Le réseau ainsi constitué, avec, bien sûr, l'argent des usagers, répondait à un objectif de « **zéro rejet dans le Bassin** ». Les débordements de 2021, 2023 et 2024 avec deux périodes d'interdiction de vente des huîtres traduisent, au regard de cet objectif, un échec.

Lors de leur conférence de presse du 16 octobre 2024, les élus du SIBA et sa directrice ont semblé redécouvrir l'existence du bassin versant dont celles des eaux qui ne s'infiltreraient pas dans le sol auraient pour exutoire le bassin d'Arcachon. Depuis 60 ans, la topographie de ce bassin versant n'a pas changé.

Une communication habile du SIBA pouvait laisser entendre que les pollutions venaient de ce bassin versant. Il n'en est rien. Depuis fin 2019, sous l'injonction de la Coordination Environnement du Bassin d'Arcachon, présidée par Jacques Storelli¹, le SIBA a été contraint de publier, dans la base de données « ENKI », les résultats des analyses de l'eau qu'il réalise.

Elles montrent que ni le Canal des Étangs, au nord, ni la Leyre, au sud-est, ni le Canal des Landes au sud, ne véhiculaient des bactéries E.Coli et Entérocoques au delà des seuils. Par contre, les points de contrôle du Massurat et du Pontails, à proximité immédiate des bassins de rétention de « Titoune » à Lanton et du « Pontails » à Audenge, les ont largement dépassés lors de la première quinzaine de décembre.

Depuis 40 ans, le GIEC alerte sur l'accroissement de la pluviométrie liée au changement climatique. Les élus locaux ne semblent pas y avoir beaucoup prêter l'oreille comme en témoignent d'une part le SCOT 2024 basé sur une hypothèse climatique déjà dépassée et d'autre part le « Porter à connaissance » adressé, après validation, à l'État. On y lit :

« Le changement climatique entrainera une évolution des températures et une baisse de la pluviométrie globale... »²

On lit bien « *baisse* » alors que c'est plutôt une hausse de la pluviométrie que prévoient les entités les plus sérieuses, mais pas le SIBA donc.

Ce 16 octobre, les élus et la directrice du SIBA ont présenté un programme de 120 M€ d'investissements sur 5 ans, censés éviter à terme les débordements récurrents

La communication, devenue en apparence l'activité première du SIBA, pouvait laisser entendre que cette somme se rajoutait aux dépenses actuelles. Il n'en est rien. Au total, l'effort est relativement faible. De plus, il faudra attendre 5 ans pour en mesurer les effets, manifestement sans garantie.

¹ Jacques Storelli : tél. 06 07 46 03 48, courriel jacques.storelli@free.fr

² Porter à connaissance, p.117.

120 millions sur 5 ans pour quoi faire ?

Cette somme se répartirait ainsi :

<u>Pour l'assainissement des eaux usées:</u>	105 M€
- Pour une nouvelle station d'épuration entre Lège et Andernos	30
- Pour les réseaux à raison de 15 M€ par an pendant 5 ans	75
<u>Pour le pluvial:</u>	9 M€
- de 2024 à 2026, en moyenne 2 M€ par an soit :	6
- de 2027 à 2028, en moyenne 1,5 M€ par an, soit :	3
soit en moyenne 1,8 M€ par an	
<u>Pour les zones humides:</u>	5 M€

On retrouve bien un total arrondi à 120 M€, soit en moyenne 24 M€ par an.

On retrouve aussi, les 11 M€ annoncées en mars dernier que l'on retrouve sur deux lignes : pluvial, pour 2024 à 2026, soit 6 M€, et zones humides pour 5 M€.

Mais il faut surtout comprendre que ce montant de 120 M€ ne se rajoute pas aux montants moyens investis annuellement au cours des années passées.

Combien auparavant ?

<u>Pour l'assainissement des eaux usées:</u>	78,4 M€
C'est la somme dépensée en investissements entre 2019 et 2023 selon le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service pour 2023 établi par le SIBA, soit 15,68 M€ en moyenne par an.	
<u>Pour le pluvial :</u>	12,7 M€
Ce total est celui des investissements consacrés au pluvial entre 2019 et 2023, soit 2,54 M€ en moyenne par an.	
<u>Pour les zones humides :</u>	NC
Si il existe un programme de restauration des zones humides, Rezhilience nous n'avons pu identifier les montants consacrés par le passé. Nous n'en tiendrons pas compte dans les comparaisons.	
Soit un total, hors zones humides de	91,1 M€

En réalité, un programme bien maigre ? Sera-t-il suffisant ?

Pour l'assainissement des eaux usées :

On passerait d'un total de 78,4 M€ sur 5 ans à 105 M€. L'augmentation de 26,6 M€ s'explique par + 30 M€ pour une nouvelle station, mais donc une baisse de - 3,4 M€ sur la partie réseau. La baisse sur la partie réseau est plus importante si l'on tient compte de l'inflation.

Pour le pluvial :

Le budget consacré aux investissements sur le pluvial serait en baisse à 9 M€ sur 5 ans contre 12,7 M€ sur la période antérieure, - 3,7 M€, soit - 29 %. En 2018, le président du SIBA déclarait que le coût du pluvial, investissements et fonctionnement compris, avoisinerait les 8 M€. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les sommes consacrées au pluvial sont en moyenne de 3,9 M€, soit moins de la moitié.

CONCLUSION

Alors que le SIBA avançait que son système d'assainissement était efficient puisqu'il collectait et traitait les effluents de près de 400 000 personnes l'été, c'est ce service qui va bénéficier de la hausse des investissements avec la construction d'une station d'épuration des eaux usées, 30 M€, mais aussi une diminution des investissements consacrés aux réseaux, - 3,4 M€ pour le réseau d'assainissement, et paradoxalement - 3,7 M€ pour le pluvial.

En définitive le surplus d'investissement consacré par le SIBA, sur ces deux lignes eaux usées et eaux pluviales, est bien faible : 23,9 M€, soit 4,78 M€ par an pendant 5 ans.

Il y a de quoi se demander pourquoi le SIBA a autant attendu pour répondre à un problème connu depuis 2021. Il faudra aussi attendre pour connaître son efficacité.

Il est sûr que pour l'hiver 2024-2025, les ostréiculteurs ne devront leur salut qu'à une faible pluviométrie, sauf à tenter de développer des solutions palliatives. Il risque d'en aller de même jusqu'à la mise en service de la STEP projetée.

* * *